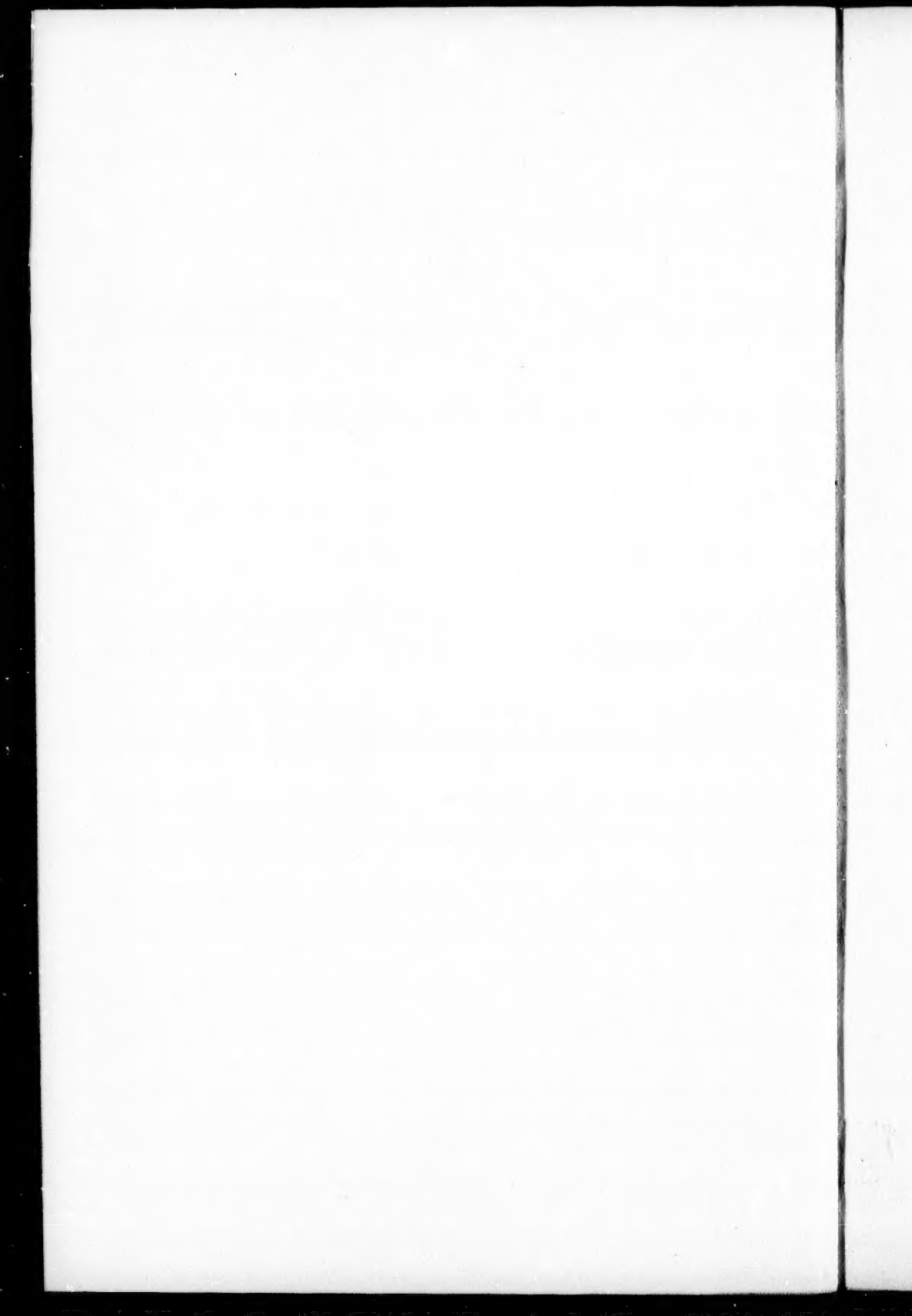




PROJET D'ETUDE

POUR LA FORMATION D'UNE

BANQUE AGRICOLE NATIONALE

POUR LE

BAS-CANADA.

PAR G. BOUCHERVILLE

ST. HYACINTHE :

IMPRIMÉ AU BUREAU DU "COURRIER DE ST. HYACINTHE"

1862.

COMITE CENTRAL.

Extrait des délibérations du Comité Central
séance du 21 Mars.

Sur motion de M. L. Delorme secondée par M. J. Vassier, il est résolu :

1^o Que la lettre écrite par G. Bonjeanville, Président du Comité Central, en date du 17 Mars 1865, au Comité Central, concernant un projet d'adresse pour la formation d'un Hôpital de Crédit Rural, soit lue et prise en considération par le Comité Central.

2^o Que cette même lettre soit publiée en brochure et que les exemplaires soient distribués. Le Comité Central s'occupera de faire répondre la question de l'adresse, sur les différentes bases du projet de loi, et de proposer ensuite sur la question du crédit rural, une loi pour la distribution plus uniforme des fonds, afin de pouvoir la distribuer plus uniformément à la grande assemblée des délégués qui doit avoir lieu le 15 Avril prochain à St. Hyacinthe.

D. G. MONTBRIEN, Trésorier.
R. de L'ABBAYE, Secrétaire.

St. Hyacinthe, 21 Mars 1865.

COMITE CENTRAL.

EXTRAIT des Délibérations du COMITÉ CENTRAL de
Séance du 21 Mars.

Sur motion de M. L. Delorme secondé par M. J. C. Neagle, il est résolu :

1o. Que la lettre écrite par G. Boucherville, Ecr., publiée sur les Nos. 6. 7 et 8 du *Courrier de St Hyacinthe*, contenant un projet d'étude pour la formation d'une Banque de Crédit Foncier, soit filée et entrée dans les Régistres du Comité Central.

2o. Que cette même lettre soit publiée en brochure 1,000 exemplaires pour être distribués, le Comité attirant l'attention de ceux auxquels la brochure sera adressée, sur les différentes clauses du projet de Bill le proposant comme étude sur la question du Crédit Foncier, afin de pouvoir la discuter plus uniformément à la grande assemblée des délégués qui doit avoir lieu le 15 Avril prochain à St. Hyacinthe.

D. G. MORRISON, PRÉSIDENT.

B. DE LABRUÈRE, SECRÉTAIRE.

ST. HYACINTHE, 21 Mars 1862.

AL.

NTRAL de

par M. J. (

ville, Ecr.,
rier de S
la formatio
ée et entr

n brochure
Comité at
rochure ser
projet de Bil
n du Créd
niformémen
oit avoir lie

ÉSIDENT.
ECRÉTAIRE.

PROJET D'ETUDE

POUR LA FORMATION D'UNE

BANQUE AGRICOLE NATIONALE POUR LE BAS-CANADA.

MONSIEUR P. L.

Vous me demandez ce que je pense d'une *Banque de Crédit Foncier*, comment elle devrait être établie, sur quels principes, pour être avantageuse aux habitants du pays.

Je vais tâcher de vous donner succinctement mes idées sur une telle Banque; remettant à vous en parler plus au long, dans une prochaine lettre, si vous croyez que cela puisse vous servir.

Il n'y a pas de doute qu'une "Banque de Crédit Foncier," qui prêterait de l'argent aux Cultivateurs, à un taux modéré et à de long termes, leur serait extrêmement avantageuse. Depuis plusieurs années, et chaque année de plus en plus, il se fait sentir un grand besoin de venir en aide à la population agricole du pays. Les capitaux n'abondent pas, l'argent se prête à un intérêt fort élevé, trop élevé pour être à la portée des moyens de la grande majorité des Cultivateurs. L'on ne peut espérer que le taux de l'intérêt diminue, tant que le capitaliste trouvera pour son argent un placement aussi avantageux que celui qui lui est offert aujourd'hui. Plus

le placement est élevé, plus il est avantageux au prêteur et plus onéreux par conséquent pour l'emprunteur.

Pour que l'emprunt puisse être utile à l'habitant, il faut qu'il puisse emprunter à un intérêt qui ne dépasse pas six par cent par an, avec remboursement à long terme ; ou à huit par cent sans remboursement ; c'est-à-dire que le deux par cent additionnel serait employé à amortir graduellement le capital emprunté.

Je suis décidément en faveur de l'amortissement forcé du capital par annuités. Sans cette annuité d'amortissement, le Cultivateur qui serait forcé de payer le capital à un moment où il ne serait peut-être pas préparé à le faire, se trouverait dans un grand embarras. Le Cultivateur a une récolte annuelle qui lui permet de rencontrer facilement ses intérêts d'emprunt et son annuité (deux par cent en sus de l'intérêt d'emprunt), mais il en est différemment du capital. Etant Cultivateur moi-même, j'en connais quelque chose.

Le relevé, quoiqu'imparfait, des obligations hypothécaires enregistrées ces dernières années dans quelques Comtés, révèle un état de chose vraiment alarmant pour la classe agricole. De mauvaises récoltes, la baisse dans les produits de l'Agriculture ont amené un grand nombre sur le penchant de leur ruine ; et pour éviter ce malheur ils ont eu recours à des emprunts onéreux, qui pour quelques années peuvent bien retarder ce qu'ils redoutaient, mais qui les y mènent sûrement quand le moment de payer le capital emprunté sera arrivé.

Des tentatives ont été faites par plusieurs personnes pour établir des *Banques de Crédit Foncier*, elles ont toutes avorté parce qu'elles portaient en elle le principe de leur avortion : L'IMPOSSIBILITÉ DE TROUVER DES ACTIONNAIRES ! En effet quand une Banque est faite pour prêter au plus bas taux d'intérêt possible, on ne peut espérer que les capitalistes y placeront leur argent et en deviendront Actionnaires.

Quelques-uns conseillent la formation de la Banque par le gouvernement, qui prêterait aux Cultivateurs sur

hypothèque. Cette idée rencontrerait sans doute la première et la plus importante difficulté, celle de trouver les capitaux pour la Banque ; mais elle aurait cet autre inconvénient : c'est que la Banque étant entrée les mains du gouvernement, le gouvernement pourrait disposer à son gré des fonds de la Banque, favoriser ses partisans, et quelquefois employer tous ou la plus grande partie des fonds pour des usages très préjudiciables aux intérêts de la classe agricole. Que l'on regarde à l'action des gouvernements de la France et de l'Angleterre, qui, dans des temps de guerre, ne se gênèrent pas de s'approprier la plus grande partie des fonds de la Banque.

Un autre inconvénient d'avoir la Banque sous la puissance du gouvernement, serait de la voir exposée à l'attaque de l'opposition ; ce serait une institution politique en butte à l'agression des partis, et menacée de bouleversements continuels ; ce qui affaiblirait son crédit sur les marchés Européens et serait un germe de décadence. Non, la Banque que je voudrais, doit être une *Banque Agricole Nationale*, non une institution politique. Elle doit être ouverte également à tous les Agriculteurs, qu'ils soient du parti ministériel ou du parti de l'opposition. Comme cette institution ne doit pas être une institution éphémère, mais assise sur des bases stables et permanentes, établissons-la sur le crédit foncier de la Province ; qu'elle soit régie et gouvernée par l'action combinée des Agriculteurs, en dehors de l'influence des partis politiques. Le gouvernement doit aider, mais non pas dominer une Banque, qui doit être uniquement et exclusivement pour et dans l'intérêt de la classe agricole.

Voici donc les principes que je crois les plus propres à fonder une telle Banque :

1o. Que chaque emprunteur donne une obligation portant première hypothèque sur propriété agricole en culture valant le double de la somme empruntée, les bâtisses non comprises.

2o. Que la Banque donne à l'emprunteur ses billets, payables au porteur à demande, pour le montant de l'obligation.

30. Que le prêt soit fait à long termes, à huit par cent, dont deux par cent seront affectés à l'amortissement du capital prêté ; l'intérêt payable tous les ans d'avance.

40. Que la Banque mette en dépôt toutes ses obligations hypothécaires dans les mains du gouvernement ; et que le gouvernement négocie sur sa garantie *pour la Banque* autant de ces obligations qu'il sera nécessaire pour rencontrer le payment des billets émis par la Banque. Le gouvernement plaçant au crédit de la Banque, là où elle le décidera, le fonds obtenu. La Banque *transportant* au gouvernement un montant des obligations égal aux bons à négotier.

50. Que le gouvernement avance à la Banque les argents nécessaires en attendant que les obligations aient été négociées, ayant droit de se rembourser sur les premiers fonds négociés.

Chaque emprunteur devient actionnaire ; ses obligations lui procurent les fonds qui forment le capital de la Banque. Etant actionnaires, ils nomment les Directeurs, la Banque est sous leur contrôle immédiat ; le gouvernement ne fait que lui prêter son crédit pour négotier ses obligations hypothécaires, sans autre pouvoir sur la Banque que celui de voir à ce que ses opérations soient régulières, et qu'elle n'émette pas de billets pour un plus haut montant que son capital ou ses obligations hypothécaires.

Je ferais les actions de cents piastres chaque. La Banque pourrait aussi admettre comme actionnaires ceux qui voudraient payer leurs actions en espèces ; mais je ne crois pas qu'il y en ait beaucoup de cette catégorie. Quant aux actionnaires de la première catégorie, c'est-à-dire actionnaires-emprunteurs, je crois qu'il n'en manquera pas, et ils suffiront.

Vous me demanderez peut-être si l'on peut espérer que le gouvernement veuille se rendre garant de la négociation des obligations, ou plutôt des *Bons* que la Banque émettrait pour être négociés ; je réponds que je pense que le gouvernement s'y prêterait volontiers.

10. Parceque le gouvernement ne court aucun risque, ayant en main des obligations hypothécaires du double de la somme, bâties non comprises ; et qu'il ne sera jamais nécessaire même de négotier toutes les obligations.

20. Parceque le gouvernement, qui sur le marché monétaire en Europe n'est qu'un emprunteur comme un autre, ne demandera pas mieux que d'y augmenter son crédit. Or quel est le crédit d'un gouvernement ? C'est sa force, c'est-à-dire la confiance du peuple ; et quelle plus grande marque de confiance peut-il y avoir pour un gouvernement, aux yeux des capitalistes étrangers, que celle d'un peuple qui lui met en mains ses propriétés foncières pour les négotier.

Je crois que le gouvernement n'aurait pas d'objection de s'y prêter parceque la demande sera populaire et pour lui sans le moindre danger.

Et..... Si le gouvernement, par impossible, s'y refusait, le peuple ne peut-il pas l'y forcer ?

Mais pour cela il faut qu'il y ait accord, entente, organisation parmi ceux qui approuvent la formation d'une *Banque Agricole Nationale pour le Bas-Canada*.

Ce n'est pas assez qu'il y ait des pétitions d'envoyées à la Législature ; les uns demandant une chose, les autres en proposant une autre. A quoi servirait la création d'une Banque, qui ne pourrait pas fonctionner, ou dont les principes de fondation et d'opérations ne conviendraient pas à nos circonstances et à nos besoins. Je le répète il faut qu'il y ait accord entre tous les cultivateurs ; *et pour décider sur le meilleur plan d'une BANQUE AGRICOLE, et pour adopter un mode d'action, qui force la Législature à obtempérer à la demande du peuple.*

Les principes, sur lesquels j'aimerais à fonder une Banque Agricole, que je vous ai donné plus haut ; je ne vous les ai donnés que comme étude, ayant ômis les détails, que je pourrai vous donner plus tard. Il peut y avoir d'autres plans meilleurs ; il faudrait les comparer, les discuter et choisir ce qu'il y aurait de plus utile, de

plus pratique et en former un projet de Bill, que l'on soumettrait à la sanction Législative.

Pour parvenir à ce but, voici ce qu'il me semblerait nécessaire et convenable :

10. Chaque paroisse du Bas-Canada devrait avoir une assemblée, aussitôt que possible, pour envoyer des délégués au chef-lieu du comté, afin d'y discuter entre eux en assemblée générale les plans de la formation d'une Banque Agricole. Il serait bon de nommer en chaque Paroisse un Comité Permanent pour être prêt à agir tant que la mesure pour la formation de la Banque ne sera pas passé en loi.

20. A cette assemblée de délégués de Paroisses, il pourrait être nommé des délégués de Comtés, qui se réuniraient en un lieu convenable, disons Montréal, Trois-Rivières et Québec; où, en assemblée générale, ils discuteraient encore les plans à adopter.

30. A ces assemblées de délégués de Comtés, il pourrait être choisis des délégués qui se réuniraient au lieu le plus convenable pour y discuter et mûrir un plan définitif.

Québec serait probablement le lieu le plus convenable pour tous les délégués des Comtés du Bas-Canada, outre que si la Législature est en Session, les délégués pourraient inviter les Membres de leurs Comtés respectifs à assister à leurs délibérations, et obtenir leur concours. Ne perdez pas de temps.

Je suggérerais une assemblée préliminaire à St. Hyacinthe, samedi prochain, à 2½ h. P. M., au Marché, de tous ceux qui pourront y assister. Les habitants des Comtés de St. Hyacinthe et de Bagot se rendant ce jour-là pour le *marché*, le temps serait opportun pour commencer.

ST. HYACINTHE, 13 Mars 1862.

MONSIEUR P. L.

Vous désirez que j'entre dans de plus grands détails, sur les idées, dont je vous ai fait part dans ma lettre du 13 courant, relativement à une **BANQUE DE CRÉDIT FONCIER**.

Je présume que vous désirez l'établissement d'une Banque, qui soit exclusivement dans l'intérêt des Cultivateurs ; ne faisant de profits que pour ses frais de gestion, avec une réserve suffisante pour parer aux pertes possibles que l'institution pourrait quelquefois éprouver. C'est ainsi que je désire l'institution. Aussi faut-il que la Banque fasse ses affaires sur une basse large et en même temps solide ; que ses transactions soient libérales et favorables aux emprunteurs, mais en même temps sûres ; que son administration soit simple afin d'être moins dispendieuse, en même temps assez efficace et assez étendue pour rencontrer les besoins du pays.

Afin de mettre plus de méthode, dans l'étude d'un projet aussi important ; je vais vous soumettre un programme préparatoire de ce qu'il me semble devoir être la Charte d'une telle Banque. De cette manière il vous sera plus facile de saisir l'enrouage d'une telle Institution, et les réflexions que nous pourrons tous les deux faire sur chaque article, nous conduiront à une solution plus prompte et plus uniforme, en même temps que plus satisfaisante du problème de Credit Foncier que nous cherchons à résoudre.

A chaque article qui aura besoin d'explication je tâcherai de vous les donner aussi brièvement possible afin de ne pas outrepasser les limites raisonnables de la lettre que je vous écris.

Ce programme que je vous présente, n'est, je le répète, qu'un projet d'étude sur lequel nous pouvons travailler, ajouter, retrancher ; un simple canevas sur lequel nous pourrons peut-être, avec les amis de la Banque Agricole, confectionner quelque chose qui rencontrera la demande des Cultivateurs.

PROGRAMME D'ÉTUDE

ORGANISATION.

1. Il y aura une Banque de Crédit Foncier pour le Bas-Canada.

2. La Banque sera connue sous le nom de "BANQUE AGRICOLE NATIONALE DU BAS-CANADA," et sous ce nom pourra agir, poursuivre et être poursuivie.

3. Aussitôt que cinquante personnes, au moins, auront décidé de prendre entre elles mille actions, elles en donneront avis au gouvernement, qui nommera de suite un Contrôleur, dont le devoir sera de convoquer, dans le cours du mois, une Assemblée des dites personnes, à tel lieu que la majorité d'entre elles aura déterminé. Le Contrôleur donnera, par lettre, avis de la convocation. Si l'assemblée n'est pas convoquée par le Contrôleur, dans les trente jours qui suivront l'avis qui aura été donné au gouvernement, alors la majorité des dites personnes pourra convoquer l'assemblée par avis personnel, et une annonce insérée deux fois dans la *Gazette Officielle*. Cette assemblée préliminaire, sera présidée par le Contrôleur ou, en son absence, par un Juge de Paix. Il sera tenu minute des procédés, dont copie signée par le Président et le Secrétaire sera transmise au gouvernement.

4. A cette assemblée il sera choisi Directeurs, qui éliront leur Président. Ils formeront le Bureau de Direction de la Banque. Il sera aussi choisi suppléants.

5. Après la première élection des Directeurs, personne ne sera éligible à ces fonctions, à moins d'être propriétaire d'au moins actions. Et pour être éligible à la première élection des Directeurs, il faudra avoir donné avis au gouvernement de son intention de prendre au moins actions dans la dite Banque, avec un certificat de la valeur de ses propriétés immobilières en culture.

6. Le Bureau de Direction continuera ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait été remplacé par une nouvelle élection générale.

7. Aussitôt que les Directeurs auront organisé le personnel de la Banque, ils en donneront avis au gouvernement, et dès ce moment la Banque pourra commencer ses opérations.

8. Le Bureau principal pour la transaction des affaires sera au Siège du Gouvernement, tant qu'il sera dans le Bas-Canada, autrement le Bureau sera à .

9. La Banque pourra établir des Agences, ou succursales, dans chaque District et dans chaque Comté.

10. Tous les ans, il y aura une élection générale des Directeurs et suppléants.

11. Toute vacance survenue parmi les Directeurs par mort, maladie, absence prolongée, résignation ou autrement, sera remplie par un ou plusieurs des suppléants ; et, au cas où il n'y aurait pas un nombre suffisant de suppléants, par une élection, à une assemblée spéciale des actionnaires convoquée à cet effet.

12. Chaque actionnaire aura droit de voter aux assemblées par lui-même ou par procureur. Chaque actionnaire aura droit à un vote pour 1 à 2 actions.

Au-dessus de 2 actions, à un vote pour chaque 2 actions additionnelles.

Au-dessus de 10 actions, à un vote pour chaque 4 actions additionnelles.

Au-dessus de 30 actions, à un vote pour chaque 6 actions additionnelles.

Mais jamais plus de 15 votes.

13. Tous les ans, le premier lundi de Février, il y aura une assemblée générale des actionnaires, pour y recevoir les Rapports des Directeurs. L'assemblée pourra leur voter des récompenses.

14. Les Directeurs établiront des Réglements pour les opérations de la Banque.

15. Les Directeurs nommeront un Cassier et des Officiers subalternes ; ils fixeront leurs salaires.

16. La Banque aura un Secau, dont le Président sera le gardien.

17. Le capital ainsi que les propriétés mobilières et immobilières, que la Banque aura pu acquérir, seront exemptes de taxes ou d'impôt.

OPÉRATIONS.

18. La Banque émettra des Billets au porteur ou à l'ordre de l'un de ses Officiers, payable à demande.

19. La Banque prêtera par somme de cent piastres ou par multiple de \$100 pour 30 ans, à un intérêt de pas plus de huit par cent par an, dont deux par cent seront affectés à l'amortissement du capital prêté, lequel intérêt sera payable tous les ans d'avance. Tout emprunteur pourra en aucun temps, après trois mois d'avis, se libérer de son emprunt, en en payant le capital, la Banque déduisant d'icelui le montant amorti, proportionnellement à la durée de l'obligation de l'emprunteur.

20. Les prêts ne sont faits que sur obligation portant première hypothèque, sur propriété foncière agricole, valant au moins le double de la somme à prêter, bâties non comprises, et dont le rendement ou récolte se monte annuellement à une fois et demi le montant de l'intérêt à payer sur l'emprunt.

21. Toute personne voulant emprunter de la Banque, devra présenter sa demande avec les certificats et documents nécessaires à l'appui, et déposer en même temps la somme de \$ pour couvrir les frais d'examen, qui seront à la charge de l'emprunteur.

22. La Banque pourra recevoir des dépôts, et vendre des lettres de change pour du comptant seulement.

23. La Banque pourra émettre des Billets au montant de son capital.

24. Le capital de la Banque consistera :

1. Dans le numéraire en caisse.
2. Les Débentures du gouvernement en mains.
3. Les obligations hypothécaires.
4. Les propriétés immobilières.

ACTIONNAIRES.

25. Les actions sont de \$100 chaque.

26. Chaque emprunteur par obligation sur propriété foncière Agricole sera, *ipso facto*, actionnaire pour autant d'actions qu'il aura emprunté de fois \$100.

27. La Banque, en paiement d'une ou plusieurs actions, pourra recevoir la moitié en Débentures du gouvernement, calculés au pair, et l'autre moitié en espèces.

28. Les Actionnaires sont divisés en deux catégories : 1o. Actionnaires permanents ; 2o. Actionnaires temporaires. Les Actionnaires qui le sont en vertu de leur emprunt, ne le sont que durant le temps de leur emprunt, ils sont temporaires ; les autres sont permanents.

29. Après les trente premières années d'opération, la majorité des Actionnaires pourra décider s'il conviendrait d'éteindre graduellement les actions temporaires, et faire des règlements à cet effet.

30. Aucun Actionnaire n'est responsable pour plus que le montant de ses actions. Le payment de ses parts à la Banque, ou la satisfaction des conditions de son obligation d'emprunt, le décharge de toute responsabilité ultérieure.

BUREAU DE CONTROLE.

31. Le gouvernement nommera un contrôleur spécial pour la Banque, qui sera l'intermédiaire entre le gouvernement et la Banque. Le devoir du contrôleur sera d'examiner et vérifier les garanties qu'offrira la Banque avant d'émettre ses billets ; ainsi que d'examiner et vérifier les garanties et obligations fournies par les emprunteurs, avant qu'aucun prêt puisse leur être fait par la Banque.

32. Chaque billet émis par la Banque sera préalablement approuvé par le contrôleur, afin de régler le montant de l'émission.

33. La Banque déposera entre les mains du contrôleur les débentures du gouvernement, dont elle retirera les intérêts à leur échéance.

34. La Banque déposera entre les mains du contrôleur, pour la garantie du gouvernement chaque obligation hypothécaire dûment exécutée et enregistrée.

35. La Banque pourra émettre des *Bons* payables à trente ans de date au porteur, portant un intérêt de par cent, lequel intérêt sera payable tous les ans (ou six mois), à tel lieu qui sera jugé le plus convenable. L'émission des *Bons* ne devra jamais excéder le montant des obligations.

36. Le gouvernement devra, sur sa garantie, quand la Banque le demandera, négotier les *Bons* de la Banque.

37. Le gouvernement remettra à la Banque, ou, si elle le préfère, placera à son crédit au lieu où les *Bons* auront été négotiés, les fonds provenant de leur négociation.

38. Si, avant que les *Bons* aient pu être négotiés, la Banque avait besoin de fonds pour payer ses billets mis en circulation, le gouvernement sera tenu de lui prêter les fonds nécessaires, lesquels lui seront remboursés par la Banque, sur les premiers argents obtenus de la négociation des dits *Bons*.

39. Les obligations, ou montant des *Bons* à être négotiés, seront transportées au gouvernement par simple endossement, sans besoin de notification ; et la Banque en sera débiteur solidaire jusqu'au montant auquel le gouvernement serait obligé de payer les *Bons* négotiés, ou les intérêts sur iceux, au cas où la Banque négligerait de le faire.

40. Le contrôleur aura droit d'assister aux délibérations des Directeurs, de vérifier les fonds en caisse et d'examiner les livres de la Banque.

41. La charge de contrôleur n'est pas pour entraver les opérations de la Banque, mais au contraire pour l'aider de ses conseils, tout en prenant les intérêts du gouvernement et des créanciers ; donnant ainsi, par son contrôle salutaire, plus de confiance et de garanties au public, et par là même plus de solidité à cette institution nationale.

42. Quand, pour quelque crise financière ou autres causes, les Banques de la Province suspendront leurs payments en espèce ; alors, et pendant ce temps seulement, la Banque Agricole Nationale du Bas-Canada pourra aussi suspendre ses payments en espèce, et ses billets seront une offre légale.

43. Quand le crédit de la Banque sera suffisamment établi pour pouvoir négotier elle-même ses *Bons*, sans la garantie du gouvernement ; elle pourra les négotier elle-même, après en avoir donné avis au gouvernement, ce qui néanmoins aura dû être décidé par la majorité des Actionnaires ; dès ce moment, les fonctions du contrôleur spécial cesseront, et il devra remettre à la Banque toutes les obligations, débetures et effets déposés entre ses mains.

44. Si le contrôleur refusait ou négligeait de remplir ses devoirs, la Banque pourrait l'y faire contraindre sommairement, par plainte devant un Juge de la Cour Supérieure en chambre, avec dépens.

DIVIDENDES.

45. Aussitôt que les Directeurs considéreront que les profits sont suffisants, ils pourront déclarer des dividendes.

46. En calculant et déclarant les dividendes, la Banque distinguera entre les profits faits entre les actions temporaires et permanentes.

47. Les dividendes seront payés en espèces aux Actionnaires permanents.

48. Les dividendes seront payés en coupons d'action aux Actionnaires temporaires ; mais seulement à l'expiration de leurs emprunts respectifs.

COUPONS D'ACTIONS.

49. La Banque émettra des certificats ou coupons d'action, au montant seulement des dividendes déclarés en faveur des Actionnaires temporaires.

50. Tout porteur de coupons d'action, au montant d'une ou plusieurs actions aura droit, en les déposant à la Banque, de devenir Actionnaire pour autant.

51. Tout porteur de coupons d'action, dont le montant n'égale pas une action, ou un multiple d'action, pourra, en les déposant à la Banque et payant la différence soit en espèces, soit en débentures du gouvernement calculés au pair, devenir actionnaire pour autant.

52. La Banque pourra, si elle le préfère, racheter les coupons d'action, en en payant la valeur au porteur.

OBLIGATIONS D'EMPRUNTS.

53. Toute obligation faite par un emprunteur, sera faite et délivrée en brevet, payable à l'ordre de la Banque qui pourra la transporter par simple endossement sans notification.

54. La Banque sera tenue de pourvoir aux moyens de payer aux porteurs les intérêts sur les *Bons* négociés, ainsi que le capital des *Bons*, aux lieux où ils auront été négociés.

55. La Banque ne sera pas tenue des intérêts après l'échéance des *Bons* s'ils ne sont pas préalablement présentés pour paiement, à moins d'arrangement au contraire avec le porteur

56. A l'échéance d'une obligation le débiteur pourra en obtenir la décharge, en payant à la Banque, les ar-rérages d'intérêt, et la balance qui pourrait être encore due, au cas où le capital ne serait pas complètement amorti.

57. Le débiteur principal, ou toute autre personne en son nom, en présentant l'obligation acquittée au Régistrateur, obtiendra la radiation de l'hypothèque.

58. La Banque pourra retirer d'entre les mains du contrôleur toute obligation transportée, en lui remettant un montant égal, en *Bons* négociés par le gouvernement en sus d'un montant semblable en billets contrôlés pour être anéantis, ou en nouvelles obligations.

59. La Banque pourra retirer d'entre les mains du contrôleur toute obligation non transportée, ou toute débenture en lui remettant un montant égal en billets contrôlés, pour être anéantis, ou en nouvelles obligations.

60. Le transport des obligations n'ôtera pas à la Banque le droit d'en recevoir les intérêts et d'en recouvrer le capital du débiteur, par poursuite ou autrement.

61. La Banque pourra, en cas qu'elle soit obligée de poursuivre le débiteur, obtenir copie de l'obligation du Régistrateur, laquelle vaudra comme copie authentique à toutes fins que de droit, mais en faveur de la Banque seulement.

62. Chaque obligation portera *exécution parée*, tant contre les meubles du débiteur que contre les immeubles hypothéqués ; c'est-à-dire qu'il suffira de l'ordre d'un juge compétent pour obtenir un writ d'exécution contre les meubles du débiteur, ou un writ d'exécution contre l'immeuble hypothéqué entre les mains du détenteur.

63. L'hypothèque constituée par l'obligation ne pourra être purgée que par sa radiation comme il est pourvu ci-dessus ; aucune vente forcée ne devant l'affecter au préjudice de la Banque, qui ne sera pas tenue de faire d'opposition pour conserver ses droits.

64. Tout emprunteur, qui n'aura pas payé régulièrement, perdra son droit aux dividendes déclarés en faveur des actionnaires temporaires. Et, au cas de poursuite, il perdra en faveur de la Banque la moitié de l'amortissement accru sur son capital.

65. Si les Directeurs refusaient ou négligeaient, sans raisons suffisantes, de poursuivre le recouvrement de ce qui serait dû à la Banque, le contrôleur pourrait faire les poursuites, sur les obligations transportées, si, après dix jours d'avis, les Directeurs s'y refusaient encore ; et dans ce cas les Directeurs seraient personnellement responsables de tous les dommages que pourrait éprouver la Banque ; le contrôleur devant remettre à la Banque les argents prélevés en vertu de telles poursuites.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

66. Après trois ans d'opérations, quand la Banque se trouvera avoir en caisse un surplus d'argent, dont elle ne pourra trouver le placement par prêt hypothécaire, comme il est pourvu ci-dessus ; elle pourra employer ce surplus :

10. A établir une ou plusieurs fermes-modèles, lesquelles elle pourra ensuite vendre aux Comtés, dans l'étendue desquels elles seront situées ; le prix de vente étant payable au bout de trente ans, à un intérêt de pas plus de huit par cent, dont deux par cent seront affectés à l'amortissement du capital.
20. Après avoir pourvu à l'établissement de fermes-modèles, alors à tels objets que les actionnaires, convoqués en assemblée spéciale, pourraient déterminer ; ayant toujours en vue l'intérêt de l'Agriculture et des emprunteurs.

Avec ce programme sous les yeux, il vous sera plus facile de suivre les réflexions que je me propose de faire sur quelques articles qui ont besoin d'explications.

L'article 2 donne à la Banque le nom de *Banque Agricole Nationale du Bas-Canada*. Je le préfère à celui de Banque de Crédit Foncier, parceque le mot Crédit Foncier s'entendant de toutes espèces de propriétés foncières, telles que bâtisses de ville, emplacements, etc., ne comporte pas l'idée que la Banque soit exclusivement une institution pour le cultivateur, ne prêtant que sur des propriétés rurales.

19. Cet article est important parcequ'il établit forcément l'extinction graduelle du capital. Les prêts sont pour trente ans, espérant que le deux par cent, mis à intérêt composé, amortira la dette dans cet interval. Si la Banque ne devait jamais faire de perte ou si le taux de la négociation de ses *Bons* était toujours favorable,

l'amortissement aurait lieu plutôt ; mais il vaut mieux trois à quatre années de plus, afin d'être plus certain et parer aux cas imprévus.

20. Cet article demande que la récolte annuelle soit, en moyenne, d'une moitié de plus que l'intérêt à payer. L'habitant devant faire ses paiements tous les ans, et comptant principalement sur sa récolte pour les faire, ne doit pas être exposé à voir toute sa récolte passer pour le payment de son intérêt. Une autre raison, qui j'espère vous fera comprendre l'opportunité de cette clause, c'est l'espèce de faveur et d'encouragement qu'elle offre à ceux dont la terre est la mieux cultivée. Comme le but de l'institution est de les encourager à améliorer le but de l'institution est, de les encourager intérêt d'augmenter le rendement de leurs terres, et parcequ'elles acquerront plus de valeur et parcequ'ils pourront emprunter plus d'argent avec la même propriété. Le colon qui défriche une terre nouvelle ne pourra d'abord emprunter que peu ; mais à mesure que sa terre s'ouvrira, que ses récoltes augmenteront, que sa propriété prendra plus de valeur, il pourra faire de nouveaux emprunts à la banque, parceque ses moyens augmenteront pour faire ses paiements annuels. La Banque pourra lui prêter de nouveau, sans attendre l'expiration de son premier emprunt, parcequ'elle trouvera une nouvelle garantie pour ses nouveaux prêts sur la propriété améliorée.

26. Cet article est important et, dans mon opinion, fondamental. La plus grande difficulté, la première, et de l'aveu même de tous ceux qui ont essayé d'établir dans le pays une Banque de Crédit Foncier, a été de trouver des Actionnaires qui voulussent mettre leur capital dans une Banque qui doit prêter à un bas intérêt et à de long termes ; tandis qu'ils peuvent si facilement prêter aujourd'hui à un intérêt si élevé, et à de courtes échéances de remboursement. La difficulté pouvait bien leur paraître insurmontable. Et pourtant il me

semble que si l'on accepte cet article, la difficulté ne sera pas bien grande de trouver des Actionnaires, parce qu'on ne leur demande pas d'argent, mais seulement une hypothèque pour laquelle ils recevront de l'argent; la Banque se chargeant d'en procurer avec ces hypothèques.

La propriété foncière est le vrai capital du pays, il en est la richesse, il en est la vie comme il doit en faire la prospérité. C'est ce capital que l'emprunteur, devenu Actionnaire, offre pour le paiement de ses actions; et le paiement en vaut bien un autre puisqu'il peut être converti en argent par la Banque. Aussi suffirait-il, quand bien même il n'y aurait pas une seule autre catégorie d'Actionnaires, tel que l'autorise l'article 27.

31. Cet article établit un contrôleur spécial, nommé par le gouvernement. Si l'on veut que le gouvernement prête sa garantie pour négocier les *Bons* qu'émettra la Banque, et si l'on veut que le gouvernement avance des fonds en attendant que ces *Bons* aient été négociés (article 38), il est bien juste que le gouvernement ait le moyen de s'assurer que les obligations hypothécaires soient bonnes et que la Banque n'émette pas plus de billets, que sa Charte ne l'autorise d'en émettre. Quelques-uns préféreraient peut-être que le gouvernement n'eût rien à faire avec la Banque; que la Banque négociât elle-même ses *Bons* sur les marchés d'Europe. Ceux-là craignent l'influence du gouvernement sur la Banque: mais la Banque ne prêtera pas au gouvernement, parce que sa Charte ne lui permet que de prêter sur propriété rurale *en culture*, et à moins que le gouvernement n'offre hypothèque sur propriété cultivée, il n'aura pas d'argent. D'autres craindront que le gouvernement ne mette, par le moyen du contrôleur, des entraves aux opérations de la Banque: l'article 44 remédie à cet inconvénient. Et d'ailleurs pourquoi supposer que le gouvernement mettrait des entraves? Ne ferait-il pas tort à ses partisans aussi bien qu'à ses opposants? S'il en était ainsi toutefois, l'article 43 pourvoit aux moyens de se passer de l'action du gouvernement. Pour

commencer les opérations de la Banque, l'aide du gouvernement me paraît indispensable. La Banque n'étant pas connue en Europe ne pourrait y négotier ses *Bons*, et si même elle pouvait les négotier du tout, ça ne serait qu'avec perte dans les premières années, ce qui de suite entraverait son action. En second lieu où prendrait-elle ses hypothèques? Croit-on que l'*habitant* voudrait donner son obligation, sans en recevoir immédiatement la valeur? Si quelques-uns le faisaient, le nombre n'en serait pas grand, surtout s'ils se doutaient que la Banque pourrait ne pas réussir à en obtenir la valeur en Europe, ou ne l'obtenir qu'après un temps fort long, ou peut-être à perte.

37. L'obligation que cet article impose au gouvernement de déposer les fonds provenant de la négociation des *Bons au lieu où les Bons auront été négociés*, est importante. L'échange étant généralement en faveur de l'Angleterre, où je présume que se fera la négociation des *Bons*, il s'ensuit qu'il est plus avantageux que les fonds ou la plus grande partie des fonds soient en Angleterre; car en vendant des lettres de change, vous recevez, outre la somme, la prime que comporte ces lettres de change, ce qui est profit clair et immédiat pour la Banque de 1, 2, 3 ou quelquefois plus par cent.

42. Il n'est pas besoin de vous signaler l'immense avantage que cet article procure à la Banque, de donner à ses billets, en cas de suspension de payment en espèces, le privilège d'être *une offre légale*. En cas de crise financière, en cas de guerre, les banques suspendent leurs payment en espèce, leurs billets ne sont pas une offre légale; on ne peut payer une dette, satisfaire un jugement qu'avec de l'or ou de l'argent; dès lors les billets de Banque, ne valant pas de l'or, diminuent en valeur, quelquefois de deux, trois et quatre par cent. Quel avantage pour une Banque, dans ces temps-là, que ses billets valent de l'or! Ce privilège aucune Banque ne doit l'obtenir, parceque toutes les Banques sont des associations privées. Il n'en est pas de même

de celle que nous voulons constituer. Ce n'est pas une Banque privée, c'est une institution nationale ; ce n'est pas une Banque qui, comme les autres, émet des billets à un montant *double et triple* de son capital, elle n'émet qu'au montant seul de son capital ; elle n'est pas exposée comme les autres Banques à voir, en temps de crise ou de guerre, ses emprunteurs faire banqueroute ; elle ne prête pas à des Marchands qui dans ces temps malheureux de guerre voient leurs affaires compromises, elle ne prête qu'aux Propriétaires du Sol et sur hypothèque. Le gouvernement veille sur ses opérations, cette Banque ne peut faillir, car elle ne fait pas d'opérations hasardées. Elle a droit, et elle mérite que ses billets, en temps d'orages, se maintiennent au pair et ne souffrent pas de dépréciation ; elle ne fait pas de profits pour elle-même, les pertes ne seraient pas ses pertes, ce seraient celles du peuple. Préservons le peuple ou plutôt que le peuple se protège lui-même, en forçant la passation de cette clause de la loi. C'est pour la même raison qu'il convient d'exempter la Banque de taxes, comme y pourvoit l'article 17.

54. Il est juste pour le créancier que les intérêts ainsi que le capital lui soient payés en Angleterre, si c'est là que les *Bons* ont été négociés ; autrement on ne trouverait pas à négotier les *Bons* à l'étranger. D'ailleurs c'est l'intérêt de la Banque de les payer sur le marché Anglais, afin de s'y faire connaître ; et par une stricte et ponctuelle attention d'y établir son crédit, afin de pouvoir plus tard y négotier elle-même ses *Bons* sans l'intervention du gouvernement.

62. Cet article exemptera les frais de procès. Il paraît rigoureux, mais il ne l'est pas ; puisque si le débiteur doit, il lui exempte les frais d'une poursuite régulière ; s'il ne doit pas il lui suffira de faire opposition.

64. La crainte de perdre ses dividendes, et bien plus la moitié de l'amortissement, obligera l'emprunteur à veiller à ses affaires, et faire régulièrement ses paymens ce qui d'ailleurs est son intérêt. Une institution, de la

nature de celle que nous nous proposons d'établir, doit avoir une administration sévère ; mêmes droits pour tous, mêmes sévérité pour tous. La moindre complaisance, la moindre déviation de règles strictes mais justes, pourraient peu-à-peu compromettre son existence. Une faveur à l'un, ne peut l'être qu'au préjudice des autres. Il peut y avoir des cas exceptionnelles, de ceux-là je ne parle pas, mais il faut des règles.

Croyez-moi,

Votre très-humble serviteur,

G. BOUCHERVILLE.

St. HYACINTHE, 17 Mars, 1862.

LE
COURRIER DE ST. HYACINTHE,
POLITIQUE, AGRICOLE, LITTÉRAIRE, ET D'ANNONCES.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR
MM. LUSSIER ET FRÈRES.

JOURS DE PUBLICATION:
MARDI ET VENDREDI MATIN.

BUREAUX ET IMPRIMERIE:
Rue Cascades, St. Hyacinthe.

PRIN DE L'ABONNEMENT :

	CANADA.	ETATS-UNIS.
Pour Un An.....	\$2.00	\$3.00
Pour Six Mois.....	\$1.00	\$1.50

PAYABLE PAR SEMESTRE ET D'AVANCE.

✉ Toutes Correspondances, Lettres pour Abonnement, Annonces, et autres, doivent être adressées *franco*, aux Propriétaires du *Courrier de St. Hyacinthe*.

